

# La guerre civile n'aura pas lieu

« Dépasser les querelles théologiques par un concept politique commun »



## Entretien avec David Djaïz

David Djaïz est né le 10 décembre 1990 à Agen. Ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et de l'École nationale d'administration, il est actuellement haut fonctionnaire. Titulaire d'un master 2 de philosophie politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a conduit des recherches sur la genèse de la théorie politique moderne (Hobbes, Machiavel). En 2017, il a publié son premier livre, *La guerre civile n'aura pas lieu* (éd. du Cerf), dans lequel il confronte le défi du djihadisme né en France aux différentes approches philosophiques de la guerre civile et du dissentiment. Il enseigne depuis 2017 à l'IEP de Paris au sein du programme « Humanités politiques ».

### Ce livre est-il une réponse au spectre de la guerre civile qui hante notre pays depuis les attentats de 2015 à Paris ?

J'ai écrit ce livre parce que j'étais frappé par le fait que la majorité de ceux qui ont commis des attentats sur le sol français depuis 2012, c'est-à-dire depuis les tueries de Mohamed Merah, était composée de concitoyens, de gens qui avaient la nationalité française, qui sont nés et ont grandi en France. Pour moi il y avait une différence d'espèce assez massive par rapport aux attentats terroristes dont nous avons été les témoins dans les années 1990-2000. J'ai voulu mobiliser la philosophie politique et notamment les théories de la stasis, c'est à dire du conflit interne, pour essayer de comprendre comment un groupe d'individus, fût-il infime, pouvait arriver à prendre les armes contre sa propre communauté politique.



## Comment expliquez-vous la force du phénomène djihadiste et comment la France peut-elle agir pour l'endiguer ?

Pour essayer de comprendre la diversité du djihadisme, je crois qu'il y a un seul dénominateur commun entre ce qui se passe en Somalie, aux Maldives, aux Philippines, en Russie, ce qui se passe en Chine, en France, aux États-Unis, au Nigeria, etc. Ce dénominateur commun c'est le rapport dysfonctionnel à l'État. Le djihadisme prospère là où l'État est inexistant, c'est le cas de l'Afghanistan, c'est le cas de la Somalie où il y a une absence totale d'État et là où la solidarité tribale prospère à la fois par défaut d'État et contre l'État. Mais le djihadisme prospère également dans des sociétés où l'État ne remplit plus sa promesse de welfare, c'est à dire de bien-être social, dans des sociétés où l'État est en quelque sorte défaillant. C'est donc un peu la crise du welfare que nous traversons dans nos sociétés occidentales qui explique qu'il y ait des bandes de jeunes déshérités qui se jettent dans les bras de ces idéologies radicales. Si l'on veut contrer durablement ce phénomène, la première priorité est donc de faire « du renforcement » de l'État et notamment de l'État social. Un État bien compris garantit l'impartialité et l'objectivité des rapports sociaux, cela évite le tribalisme. S'il y avait un État solide en Afghanistan, nous n'aurions pas eu la désintégration tribale à laquelle on ne finit pas d'assister depuis plus de trente ans.

Le deuxième axe qui me tient à cœur, c'est la politique méditerranéenne de la France. La France est une puissance méditerranéenne avec toute une façade qui regarde vers la mer Méditerranée et des villes puissantes comme Marseille qui sont des creusets de civilisation depuis l'antiquité. De gré ou de force, la France a une histoire partagée avec la Méditerranée à travers la latinité et l'Occident chrétien. Avec l'Espagne, avec l'Italie, nous avons autour du catholicisme romain un legs historique extrêmement fort. Paul Valéry disait que l'Europe était l'alliance de la Grèce ancienne, de

la Rome antique et du christianisme. Il y a aussi une histoire à la fois douloureuse et belle qui est celle de la colonisation et de la décolonisation. La France a été présente en Afrique du Nord avec des mémoires douloureuses ou contrastées. Pour ne prendre que l'exemple de l'Algérie, il y a aujourd'hui un Français sur trois qui a un lien familial direct avec l'Algérie, qu'il soit immigré, fils d'immigré, Juif séfarade, qu'il ait dans sa famille des pieds-noirs ou des soldats du contingent. Il y a donc une pluralité de groupes sociaux qui ont un lien direct avec l'Algérie, et c'est le cas aussi avec le Maroc et la Tunisie. La France a ce lien avec la façade sud de la Méditerranée et c'est dommage qu'elle ne valorise pas cet héritage et cet atout politique, parce que la France a tous les atouts pour être une grande puissance méditerranéenne. Cette Méditerranée est compliquée, traversée de fractures et d'incompréhensions mais elle présente aussi des atouts incroyables et notamment une jeunesse, et une classe moyenne qui se développe. Il y a là un potentiel de codéveloppement extraordinaire. La France doit reprendre le flambeau méditerranéen parce que la France est le pays le plus à même d'avoir une forme de leadership sur ce thème.

Troisième point : la connaissance de l'islam. Il faut là distinguer deux groupes, d'abord les musulmans de France, qui ne sont d'ailleurs pas une réalité homogène mais plus composite et complexe. C'est un bloc spirituel qui existe au même titre que le catholicisme, le protestantisme ou l'athéisme. Les musulmans de France ont besoin d'avoir une histoire et une représentation d'eux-mêmes, donc ils ont besoin d'avoir des connaissances à la fois historiques, culturelles mais aussi culturelles. L'État n'est pas là pour intervenir dans les cultes, il doit s'en tenir à une stricte laïcité mais il peut délivrer un enseignement historique et culturel comme il le fait assez bien s'agissant du catholicisme et beaucoup moins bien s'agissant du protestantisme et du judaïsme. Il y a un travail à faire dans l'enseignement de l'histoire pour acclimater en quelque sorte nos élèves à la connaissance de cette civilisation islamique, civilisation qui est aujourd'hui une composante de la société française au même titre qu'on le

fait s'agissant du christianisme, ou au même titre qu'on devrait le faire s'agissant du protestantisme ou de la libre pensée. Concernant l'enseignement culturel, et là ça ne regarde plus l'État, il faut que les musulmans aient accès, et cela ne peut pas être cantonné à quelques centres très élitistes, à une formation culturelle et théologique de qualité et de proximité pour avoir des outils de compréhension de leur religion ou au moins du culte dans lequel ils ont grandi. Ensuite comme ce sont des citoyens libres et rationnels, ils feront le choix de croire ou de ne pas croire mais il faut au moins qu'ils aient accès à ce bagage-là. Il y a un vrai chantier et un vrai défi sur ce sujet. Concernant la formation des imams qui vont officier dans des mosquées en France et des savants de l'islam, sans parler des oulémas ou de cet islam élitiste, il faut qu'ils soient capables de délivrer un enseignement rationnel compatible avec les valeurs de la République, un enseignement « minimum » en quelque sorte pour des jeunes en perte de repères. Je parle de ces jeunes qui, ne trouvant pas de repères dans ce que devrait être cet enseignement, vont les chercher dans la parole beaucoup plus radicale et dangereuse de prédicateurs en France ou ailleurs.

## Les guerres de religion du XVI<sup>e</sup> siècle, où catholiques et protestants français se sont entretués, doivent-elles nous inspirer ?

Le livre fonctionne comme un kaléidoscope et j'essaye d'embrasser le sujet dans plusieurs de ses dimensions. S'agissant de la guerre civile française, nous avons déjà connu une expérience de guerre civile confessionnelle en France au XVI<sup>e</sup> siècle. Les huit guerres de religion qui déchirent le Royaume de France entre 1562 et 1598 opposent des factions protestantes d'un côté et catholiques de l'autre même si cela était plus compliqué avec les intransigeants et les modérés de chaque côté. Le souvenir de ces guerres civiles, même s'il est

refoulé, fait que l'opinion et la société françaises sont beaucoup plus sensibles que d'autres sociétés à ces attentats lorsque des concitoyens tuent d'autres concitoyens. En même temps, cela peut être une force que de bien comprendre et de bien analyser ce qu'il s'est passé au XVI<sup>e</sup> siècle pour ne pas retomber dans cette spirale. Le propre de la guerre civile est le déchirement du tissu social et le fait que des gens qui autrefois étaient liés par les liens de l'amitié, de la solidarité ou de l'intérêt réciproque deviennent du jour au lendemain presque des ennemis irréconciliables parce que l'idéologie religieuse les sépare. Ce qui a permis lentement, douloureusement à la France de sortir des affres de la guerre civile a été l'existence des reconstructeurs, c'est-à-dire d'une génération de responsables comme Michel de L'Hospital au début des guerres civiles, qui avaient le souci de la concorde civile, qui cherchaient à dépasser l'antagonisme théologique entre catholiques et protestants et à faire coexister dans le Royaume de France ces différentes doctrines sous un concept civique commun. Quoi que fervent catholique, Michel de L'Hospital a cherché à réconcilier les différentes options religieuses sous une matrice civique commune. Je crois que si nous voulons sortir de la situation qui nous accable, même elle n'a rien à voir avec les guerres de religion au sens où nous ne sommes pas en guerre et qu'il faut se méfier de la rhétorique guerrière, nous avons un dissensus interne qui est très fort, avec des gens peu nombreux mais qui sont irréconciliables et dans une haine de la République. Nous devons donc méditer les leçons de ces hommes d'État qui ont été capables de dépasser les querelles théologiques par un concept politique commun.

## Pourquoi avoir choisi d'intituler votre livre La guerre civile n'aura pas lieu ?

C'est un clin d'oeil à la pièce de Jean Giraudoux : « La guerre de Troie n'aura pas lieu », pièce que j'aime beaucoup. Mais c'est aussi une forme de provocation volontaire, c'est-à-dire que je suis persuadé que la France a la capacité d'amitié civique, de résilience et de compréhension mutuelle qui fera que jamais nous ne

rebasculerons dans cette spirale de dissension voire d'affrontement que nous avons connue dans d'autres époques. Cependant, je pense qu'il faut avoir en tête ce spectre de la guerre civile, de la possibilité, de la virtualité et de l'horreur plus que d'une réalité en acte. Il faut avoir en tête ce spectre comme un memento permanent qui nous invite à mobiliser les politiques publiques et l'énergie sociale nécessaire pour le conjurer. L'enjeu n'est pas d'éradiquer la guerre civile, parce que l'on éradique pas un spectre, mais plutôt de la conjurer, de la tenir en respect et à bonne distance. C'est l'enjeu de toutes les sociétés qui sont en proie à des démons sécessionnistes, c'est une possibilité qui existe depuis la cité grecque. Ce n'est pas un hasard si les Grecs ont inventé à la fois le concept de « polis » et celui de « stasis » qui désigne la possibilité de la guerre civile. Mettre en oeuvre ces politiques c'est se donner les moyens de conjurer et de refouler durablement cette virtualité qui nous accable et dont certains événements ces

dernières années rappellent cruellement qu'elle nous menace et qu'elle n'est pas théorique ou juste dans les livres d'histoire.

Pour aller + loin

**David Djaïz**, La guerre civile n'aura pas lieu, Cerf, 2017